

« Le Pukkelpop et Aarschot ne sont que la partie émergée de l'iceberg du racisme »

► Les agressions racistes du Pukkelpop et d'Aarschot ont mis en lumière le racisme anti-Noirs qui imprègne la société belge.
► D'où vient ce racisme ? Comment est-il entretenu ? Sommes-nous dans le déni ?
► « Le Soir » interroge des experts.

Un adolescent de quinze ans jeté sur des rails de train parce qu'il est Noir à Aarschot. De jeunes Flamands, du même âge ou presque, qui chantent en chœur « Vive les mains coupées, le Congo est à nous », en défiant deux mélasses venues assister au concert du rappeur afro-américain Kendrick Lamar. Deux actes de haine perpétrés en Belgique, à une dizaine de jours d'intervalle à peine, qui imposent le sujet dans le débat public : y a-t-il un profond problème de racisme, et particulièrement de racisme anti-Noirs, dans ce pays ? Pour les chercheurs comme pour les militants, cela ne fait pas l'ombre d'un doute. « En réalité, il n'y a là rien de neuf, entame Sarah Kawaya, secrétaire générale du collectif Mémoire coloniale et lutte contre les discriminations. La différence, c'est que désormais, c'est filmé : l'information circule. » Même idée chez Véronique Clette-Gakuba, chercheuse à l'ULB : « Il ne s'agit là que de la partie émergée de l'iceberg : le racisme anti-Noirs imprègne structurellement la société belge. »

Colonisation des esprits

Les faits survenus au festival du Pukkelpop constituent un cas d'école. Ils démontrent de façon limpide à quel point le racisme d'aujourd'hui trouve encore sa source dans l'entreprise coloniale belge d'hier. « Pour légitimer les atrocités commises à l'époque, il fallait produire une propagande très forte, explique Sarah Kawaya, juriste de 27 ans. On ne peut pas mettre des gens dans des cages si on ne fait pas croire qu'ils sont inférieurs. On a ainsi étudié le Noir comme une bête sauvage. Pour justifier les mains coupées, on a prétendu que les Congolais n'étaient pas assez productifs. On en conserve aujourd'hui

des stéréotypes solidement ancrés : les Africains seraient lents, paresseux... »

Or, en Belgique, nous n'avons pas encore suffisamment déconstruit cette idéologie, insistent les experts. La négrophobie relève d'ailleurs davantage du mépris que de la haine ou de la peur. « Depuis l'époque coloniale, on méprise les Africains, qui seraient inférieurs, n'auraient pas été capables de se défendre, analyse Mireille-Isheusi Robert, auteure de l'ouvrage *Racisme anti-Noirs, entre méconnaissance et mépris*, et présidente de l'association antiraciste Bamko. En se référant aux *Croisades*, on a toujours considéré les Arabes comme des ennemis valables. Cela crée des racismes différents. Le racisme à l'endroit des Afro-descendants est en lui-même méprisé : on nous accuse de complaisance, de voir du racisme partout, etc. »

Perpétuation des stéréotypes

Reste que pour Véronique Clette-Gakuba, chercheuse au centre Metices (Migrations, espaces, travail, institutions, citoyenneté, épistémologie, santé) de l'ULB, le racisme de 2018 n'est pas qu'une résurgence du passé colo-

niale : il est également entretenu voire renforcé dans notre société actuelle. Et cela dépasse les discours politiques haineux à l'œuvre partout en Europe. « On continue à concevoir les populations noires comme indésirables. Alors que les premières migrations remontent aux années 70, ces populations sont absentes des instances de pouvoir, des grands médias, etc. Même dans les universités, les groupes qualifiés de "minorités" sont souvent des objets de recherche plutôt que les sujets menant ces recherches. »

Pourtant, 60 % des Belgo-Congolais, Belgo-Rwandais et Belgo-Burundais sont diplômés du supérieur, pour une moyenne belge autour de 40 %, selon les chiffres d'une vaste enquête de la Fondation Roi Baudouin publiée fin 2017. Une population qui présente, en contrepartie, un taux de chômage trois à quatre fois supérieur à la moyenne.

L'école participe aussi de cette perpétuation du racisme. En n'enseignant pas l'histoire coloniale belge, mais aussi en reléguant les enfants afro-descendants aux filières techniques. Le dernier rapport publié par Unia (2017) révèle que ce sont dans les secteurs de l'emploi et de l'enseignement que les Afro-descendants ouvrent le plus de dossiers.

Mireille-Isheusi Robert rajoute à cela la transmission familiale, les rôles de Noirs au cinéma (soit passifs, soit violents) et un certain folklore qui perpétue des imaginaires racistes (fêtes populaires, chants coloniaux appris aux scouts, comme c'était le cas de l'hymne repris au Pukkelpop) et se dit, au final, peu optimiste : « Par leurs réseaux, les jeunes comme ceux du Pukkelpop ont davantage de chances d'occuper de bons postes. Ils deviendront cadres, ministres en ayant appris durant toute leur jeunesse à être racistes. »

Du paternalisme à l'agression

La négrophobie s'exprime de différentes manières, de la plus inconsciente voire bienveillante – un paternalisme qu'on retrouve même dans le milieu associatif – à la plus agressive. Et cela démarre dès l'enfance. Sarah Kawaya en a de nombreux souvenirs, elle qui a fréquenté un établissement scolaire luppé en région bruxelloise. Comptines racistes apprises dans la cour de récré (« Je suis né au Congo, au pays des noirs de coco ; on jouait du

tam-tam sur les fesses des grosses dames », reprend-elle en chantant), mise à l'écart « parce que t'es noire », selon les termes des camarades de classe, etc. « Je me souviens du moment où j'ai réalisé que j'étais différente. J'avais quatre ans, je suis rentrée de l'école en demandant à ma maman ce que signifiait le mot "Bamboula" car on m'avait appelée comme ça. »

Avec l'âge, les gens deviennent plus « courtois », observe Sarah. Quoique. Aux yeux de Mireille-Isheusi Robert, le racisme est structurel et quotidien. A tel point que de nombreux Afro-descendants adoptent des stratégies d'évitement : « Je ne mange plus jamais de bananes dans la rue, assure-t-elle. Sinon les gens m'insultent, font des cris de singe, etc. Quand je cherche du travail, je mets une perruque de cheveux lisses, pour ne pas qu'on pense que je suis décoiffée. Je n'ai pas d'accent, mais j'ai beaucoup de connaissances qui demandent à des amis d'appeler à leur place quand ils postulent pour un poste, cherchent un appartement, etc. » Car le racisme le plus important est silencieux, poursuit-elle : ce sont les discriminations à l'embauche et au logement. Au total, 80 % des répondants de l'étude de la Fondation Roi Baudouin déclaraient avoir subi des discriminations, des inégalités de traitement ou des insultes en raison de la couleur de leur peau ou de leur origine...

Déni et crispations

Pourtant, le mot *racisme* se chuchote encore. « C'est extrêmement difficile d'aborder la question du racisme car cela reste un tabou, observe Véronique Clette-Gakuba. C'est l'accusation suprême qu'il s'agit de ne pas porter aujourd'hui : la personne en face se sent donc elle-même attaquée. » « La Belgique n'est toujours pas prête à rouvrir cette page de l'histoire qu'est la colonisation, estime Louise Ngandu, de l'Union des femmes africaines. Personne ne veut heurter la conscience de ceux qui ont encore une image positive de cette époque. »

La négrophobie (ici à Pukkelpop) relève davantage du mépris que de la haine ou de la peur. « DR

Or, le non-dit à ce sujet entretient les tensions comme les frustrations chez les jeunes Afro-descendants, observe cette militante féministe et anti-raciste de longue date : « *Ces jeunes n'ont pas d'espace pour exprimer cette colère, pour qu'elle soit encadrée et corrigée. On laisse la marmite bouillir. D'un côté, on clame : "Reconnaissez les mains coupées", à quoi on répond, d'autre part, "Reconnaissez que tout n'était pas mauvais". Il faut dépassionner le débat.* »

Pour Nicolas Rousseau, chargé d'études chez BePax, spécialisé dans la négrophobie, il est donc urgent de travailler sur la « blanchité » : « *Il est important de comprendre comment le racisme a un impact sur la construction identitaire du groupe majoritaire. On sent bien qu'il y a une incapacité chez les personnes blanches à évoquer cela car ça questionne nos privilèges, nous renvoie à notre culpabilité.* »

Le travail reste donc énorme même si quelques pistes se dessinent (lire ci-contre). Après quinze années de combat, des collectifs, dont Mémoire coloniale, ont obtenu la création d'un square Patrice Lumumba. Mais Sarah Kawayá ne compte pas s'arrêter là. « *Je lutte parce que mes enfants seront noirs, comme moi. Et que je ne veux pas qu'à 18 ans, ils réalisent qu'ils ont passé leur vie à rire de blagues racistes.* » ■

ELODIE BLOGIE

LES SOLUTIONS

Enfin enseigner l'histoire coloniale

C'est presque un serment de mer. Pourtant les chants racistes entonnés au Pukkelpop en rappellent l'urgence : l'histoire coloniale belge devrait être enseignée dans nos écoles. Les concepts de colonisation et de décolonisation figurent bien dans le programme, mais de façon générale : un professeur est donc libre d'aborder, par exemple, le cas algérien, sans jamais évoquer les colonies belges (Congo, Rwanda et Burundi). Pour Billy Kalonji, expert en diversité culturelle et président du Comraf, le comité de concertation entre les diasporas africaines de Belgique et le musée de Tervuren, il ne faut pas chercher plus loin la raison de notre amnésie : « *Le déni, il est très simple :*

avez-vous étudié les relations entre le Congo et la Belgique ? » La réponse est dans la question...

Un observatoire de la négrophobie

C'est un projet qui germe actuellement chez certains groupes militants et que la chercheuse Véronique Clette-Gakuba aborde spontanément, sans savoir qu'il est sur la table d'associations : « *Nous aurions besoin d'un observatoire de la négrophobie afin de répertorier ses formes, de les comptabiliser et d'amener les personnes à en parler. En l'absence de chiffres, de statistiques, de rapports systématiques, il est encore compliqué de faire remonter la négrophobie comme un problème légitime dans la sphère publique. Ceux qui sont à l'abri du racisme ne le voient pas et se montrent donc sans cesse*

méfiant. Ils n'y croient pas. Ou ne veulent pas y croire. »

Rénover le musée de Tervuren

C'est la « sanction » éducative que la secrétaire d'Etat à l'Egalité des chances, Zuhair Demir (N-VA), a proposée aux jeunes du Pukkelpop : visiter le musée royal de l'Afrique centrale afin de leur donner une vision correcte de l'époque coloniale. Ce qui fait grincer des dents. La rénovation du musée de Tervuren, qui entretenait un discours colonialiste, ne convainc pas : « *Ce musée a longtemps parlé de nous, sans nous, dénonce Billy Kalonji, président du Comraf. Pour que cette rénovation aille dans le bon sens, il faut que l'Africain y ait sa voix. Or, nous rencontrons encore des difficultés. La rénovation est menée au 3/4 par les personnes qui dirigeaient déjà le précédent musée.* » Surtout,

une condition est sur toutes les lèvres : la restitution des biens culturels acquis lors de la colonisation.

Ouvrir un débat public et politique

C'est une proposition qui court depuis plusieurs années mais n'a jamais abouti. Suite aux événements du Pukkelpop, le parlementaire Ecolo Benoît Hellings a réactivé une proposition cosignée par le PS, le PTB et le SP.A. Elle vise à mettre en place une commission afin d'effectuer un réel travail de mémoire sur le passé colonial de la Belgique. Une équipe de recherche se pencherait sur le rôle de l'Etat belge lors de la colonisation et formulerait des recommandations, sur le modèle du travail réalisé à l'époque à propos de la collaboration pendant la Seconde Guerre mondiale.